

Chambre des Représentants

SESSION 1961-1962.

4 AVRIL 1962.

PROJET DE LOI

tendant à instituer la séparation de corps
par consentement mutuel.

en h. mutuel.

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE ⁽¹⁾,
PAR M. CHARPENTIER.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le projet de loi transmis par le Sénat comporte un intitulé incomplet.

Ce projet comprend en effet, quatre parties.

L'intitulé se rapporte seulement à la troisième partie qui correspond à la proposition de loi originaire déposé au Sénat par MM. Dua, Custers et Lagae.

Pour qu'il soit complet, cet intitulé devrait mentionner que le projet de loi :

a) modifie les formes du divorce pour cause déterminée et celles du divorce par consentement mutuel;

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Pierson.

A. — Membres : MM. Charpentier, Cooreman, De Gryse, M^{me} De Riemaecker-Legot, MM. Herbiet, Hermans, Lefère (Fernand), Robyns, Saint-Remy, Smedts, Van Lindt. — Craeybeckx, Gruselin, Lambert, Nazé, Pierson, M^{me} Prince, MM. Sebrechts, Terwagne, Van Acker (F.), M^{me} Vanderveken-Van de Plas. — MM. Jeunehomme, Vanderpoorten.

B. — Suppléants : MM. Fimmers, Kiebooms, Lebas, Meyers, Parisi, Servais. — Bohy, M^{me} Copée-Gerbinet, M. Dejardin, M^{me} Fontaine-Borguet, MM. Gillis. — Janssens.

Voir :

246 (1961-1962) : N° 1.

— N° 2 : Amendements.

— N° 3 : Sous-amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1961-1962.

4 APRIL 1962.

WETSONTWERP

strekkende tot invoering van de scheiding
van tafel en bed door onderlinge toestemming.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE ⁽¹⁾, UITGEBRACHT
DOOR DE HEER CHARPENTIER.

DAMES EN HEREN,

De titel van het door de Senaat overgezonden wetsontwerp is onvolledig.

Dit wetsontwerp bevat vier delen.

De titel heeft alleen betrekking op het derde deel dat overeenstemt met het oorspronkelijk wetsvoorstel van de heren Dua, Custers en Lagae dat in de Senaat werd ingediend.

Om volledig te zijn, zou de titel moeten vermelden dat het wetsontwerp :

a) de vormen van de echtscheiding op grond van bepaalde oorzaken evenals die van de scheiding door onderlinge toestemming wijziget;

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Pierson.

A. — Leden : de heren Charpentier, Cooreman, De Gryse, Mevr. De Riemaecker-Legot, de heren Herbiet, Hermans, Lefère (Fernand), Robyns, Saint-Remy, Smedts, Van Lindt. — Craeybeckx, Gruselin, Lambert, Nazé, Pierson, Mevr. Prince, de heren Sebrechts, Terwagne, Van Acker (F.), Mevr. Vanderveken-Van de Plas. — De heren Jeunehomme, Vanderpoorten.

B. — Plaatsvervangers : de heren Fimmers, Kiebooms, Lebas, Meyers, Parisi, Servais. — Bohy, Mevr. Copée-Gerbinet, de heer Dejardin, Mevr. Fontaine-Borguet, de heren Gillis. — Janssens.

Zie :

246 (1961-1962) : N° 1.

— N° 2 : Amendementen.

— N° 3 : Sub-amendementen.

b) institue la séparation de corps par consentement mutuel;

c) modifie la procédure de conversion de la séparation de corps pour cause déterminée en divorce;

d) organise la conversion de la séparation de corps par consentement mutuel en divorce.

C'est beaucoup pour un intitulé; aussi votre Commission propose-t-elle de dire plus simplement : « Projet de loi concernant le divorce et la séparation de corps ».

Toutes les modifications législatives proposé s'insèrent dans le livre premier du Code civil, au titre VI « Du divorce », ce titre VI comprenant déjà un chapitre V, intitulé : « De la séparation de corps ».

Le chapitre premier « Des causes du divorce » ne subit aucune modification.

Première partie du projet de loi.

Au chapitre II, « Du divorce pour cause déterminée », la section première « Des formes du divorce pour cause déterminée » subit, *in fine*, des modifications importantes. C'est l'objet des articles 1 à 3 du projet qui modifient la procédure d'exécution du jugement ou de l'arrêt de divorce.

Article premier.

A l'article 264 du Code civil, le texte français du projet prévoyait, que le dispositif du jugement ou de l'arrêt sera signifié ou remis à l'officier de l'état civil. Ce texte omettait de dire ce que précise le texte en vigueur tel qu'il a été établi par l'article 3 de la loi du 21 mai 1951, savoir que c'est « l'époux au profit duquel le divorce aura été admis », qui doit faire les diligences de signification.

Il s'agissait d'une erreur matérielle dans le texte français du projet examiné; le texte néerlandais ne contenait pas cette erreur. Le texte français a donc été modifié comme suit par votre Commission :

« L'époux au profit duquel le divorce aura été admis par un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée, devra, dans les deux mois, signifier, ou remettre contre accusé de réception, le dispositif du jugement ou de l'arrêt, à l'officier de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré, ou, si le mariage n'a pas été célébré en Belgique, à l'officier de l'état-civil du premier district de Bruxelles. »

Une question fut posée : le mot « devra » est-il adéquat, puisque le demandeur n'est pas tenu de poursuivre sa procédure ? La réponse est simple : l'obligation qu'implique le verbe « devra » est évidemment conditionnelle. Le demandeur n'est tenu de faire les démarches indiquées, que s'il veut faire aboutir sa procédure. Le texte néerlandais dit également : « moet ».

Une des caractéristiques du projet de loi à l'examen est de créer, dans plusieurs articles, un certain nombre d'alinéas au lieu d'un seul texte compact. C'est un progrès rédactionnel.

b) de scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming invoert;

c) de procedure wijzigt van de omzetting van de scheiding van tafel en bed, op grond van bepaalde feiten, in echtscheiding;

d) de omzetting in echtscheiding regelt van de scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming.

Zulks is veel voor een titel; uw Commissie stelt derhalve voor eenvoudig te zeggen : « Wetsontwerp betreffende de echtscheiding en de scheiding van tafel en bed ».

Alle voorgestelde wetswijzigingen hebben betrekking op het eerste boek van het Burgerlijk Wetboek, titel VI : « Echtscheiding ». Die titel VI bevat reeds een hoofdstuk V, getiteld : « Scheiding van tafel en bed ».

Het eerste hoofdstuk « Gronden tot echtscheiding » wordt niet gewijzigd.

Eerste deel van het wetsontwerp.

In hoofdstuk II, « Echtscheiding op grond van bepaalde feiten », wordt de eerste afdeling « Vorm van de echtscheiding op grond van bepaalde feiten » vermeld *in fine*, in belangrijke mate gewijzigd. Dit is het doel van de artikelen 1 tot 3 van het ontwerp die de uitvoeringsprocedure wijzigen van het echtscheidingsvonnis of -arrest.

Eerste artikel.

In de Franse tekst luidde artikel 264 van het Burgerlijk Wetboek in het ontwerp, dat « le dispositif du jugement ou de l'arrêt sera signifié ou remis à l'officier de l'état civil ». Die tekst zegde niet wat de thans geldende tekst, zoals vastgelegd bij artikel 3 van de wet van 21 mei 1951, met name nader bepaalt dat het « l'époux au profit duquel le divorce aura été admis » is, die zich met de betekening dient te belasten.

Het gold een materiële vergissing in de Franse tekst van het behandelde ontwerp; die vergissing kwam niet voor in de Nederlandse tekst. De Franse tekst werd dus door uw Commissie gewijzigd als volgt :

« L'époux au profit duquel le divorce aura été admis par un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée, devra, dans les deux mois, signifier, ou remettre contre accusé de réception, le dispositif du jugement ou de l'arrêt, à l'officier de l'état-civil du lieu où le mariage a été célébré, ou, si le mariage n'a pas été célébré en Belgique, à l'officier de l'état-civil du premier district de Bruxelles. »

De vraag werd gesteld : is het woord « devra » gepast, vermits de eiser niet gehouden is zijn procedure te vervolgen ? Het antwoord is eenvoudig : de verplichting die het woord « devra » inhoudt, is vanzelfsprekend voorwaardelijk. De eiser is slechts gehouden de aangewezen stappen te doen, indien hij zijn procedure tot het einde toe wil doorvoeren. De Nederlandse tekst zegt eveneens : « moet ».

Een van de kenmerken van het wetsontwerp in behandeling is dat in verscheidene artikelen een zeker aantal leden werden ingelast, in plaats van één enkele compacte tekst. Dit is een redactionele verbetering.

Au point de vue rédactionnel encore, le texte nouveau de l'article 264 maintenait l'emploi concurrent du futur et du présent. Ainsi, au troisième alinéa, on disait que l'officier de l'état civil transcrira le dispositif sur ses registres, puis on déclarait « mention en est faite » en marge de l'acte de mariage. Pourquoi le futur suivi du présent ?

Si l'on devait rédiger à nouveau tout le Code civil, aussi bien que le Code de procédure, mieux vaudrait, de loin, l'emploi du présent. Mais presque tout le Code civil, surtout lorsqu'il s'agit de textes de procédure, et tout le Code de procédure ont été rédigés au futur. L'article 264 faisait exception. Votre Commission a donc remplacé par le futur, les textes qui étaient au présent.

Elle a donc décidé de dire : « mention en sera faite en marge... ».

*
**

Quant à l'objet principal de l'article premier du projet examiné, il crée une facilité de procédure. Le texte en vigueur de l'article 264 du Code civil stipule que le dispositif du jugement doit être signifié à l'officier de l'état civil. Le texte proposé permettra de remettre le dispositif du jugement ou de l'arrêt contre accusé de réception, à l'officier de l'état civil, au lieu de le lui signifier par huissier.

*
**

La seconde modification de fond de cette procédure vise la compétence territoriale. On ne devra plus rechercher, comme dans le texte en vigueur, le lieu où les époux avaient leur domicile au moment de l'intentement de l'action. On signifiera ou on remettra le jugement ou l'arrêt, au lieu où le mariage a été célébré. Ceci évitera des difficultés que tous les praticiens ont rencontrées.

Si le mariage n'a pas été célébré en Belgique, la signification ou la remise se fera à l'officier de l'état civil du premier district de Bruxelles.

*
**

Enfin « l'exploit ou l'accusé de réception sera dénoncé à la partie contre laquelle le divorce a été obtenu ». Ce texte vise simplement à tenir compte, dans la signification à l'époux coupable, de ce que la notification à l'officier de l'état civil a pu se faire par la remise contre accusé de réception, tenant lieu de signification. La dénonciation à la partie se fera par huissier, ou par remise contre accusé de réception, ou par lettre recommandée à la poste contre accusé de réception. Votre Commission s'est posé la question de savoir quel terme il fallait employer ici : signifier, notifier ou dénoncer. En tout cas, le terme signifier qui veut dire « porter à la connaissance au moyen d'un exploit d'officier ministériel » ne convient pas. La notification à l'état civil étant désormais permise par toutes voies, il serait illogique d'exiger l'exploit d'huissier pour la notification à la partie adverse. Le terme notifier eût été adéquat, car il veut dire simplement « porter à la connaissance d'une façon sûre », mais lorsqu'il s'agit de porter un exploit ou un acte déjà réalisé, à la connaissance d'une troisième personne, il est d'usage d'employer le verbe « dénoncer » (voir notamment les articles 564 et

In rédactionnel opzicht werd in de nieuwe tekst van artikel 264 het gelijktijdig gebruik van de toekomstende en van de tegenwoordige tijd behouden. Aldus luidde het derde lid, dat « l'officier de l'état civil transcrira le dispositif sur ses registres », waarna verklaard wordt dat « mention en est faite en marge de l'acte de mariage ». Waarom de toekomstende tijd gevolgd door de tegenwoordige tijd ?

Indien men gans het Burgerlijk Wetboek, evenals het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering opnieuw zou moeten opstellen, zou het gebruik van de tegenwoordige tijd ten eerste te verkiezen zijn. Maar bijna gans het Burgerlijk Wetboek, vooral waar het procedureteksten betreft, en gans het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, werden in de toekomstende tijd opgesteld, met uitzondering van artikel 264. Uw Commissie heeft dus de teksten die in de tegenwoordige tijd gesteld waren, door de toekomstende tijd vervangen.

Zij heeft derhalve besloten te zeggen : « mention en sera faite en marge... ».

*
**

Wat het bijzonderste voorwerp van het eerste artikel van het behandelde ontwerp betreft, schept dit een procedurefaciliteit. De thans geldende tekst van artikel 264 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat het beschikkend gedeelte van het vonnis aan de ambtenaar van de burgerlijke stand moet betekend worden. Door de voorgestelde tekst zal het beschikkend gedeelte van het vonnis of van het arrest tegen ontvangstbewijs aan de ambtenaar van de burgerlijke stand mogen ter hand gesteld worden in plaats van het hem bij deurwaardersexploot te betekenen.

*
**

De tweede wijziging ten gronde, die in deze procedure wordt aangebracht heeft betrekking op de plaatselijke bevoegdheid. Men zal niet meer moeten nagaan, zoals in de thans geldende tekst, waar de echtgenoten hun woonplaats hadden op het tijdstip dat de vordering werd ingesteld. Het vonnis of het arrest zal worden betekend of ter hand gesteld op de plaats waar het huwelijk is gesloten. Dit zal de moeilijkheden voorkomen die alle praktijks hebben ondervonden.

Is het huwelijk niet in België gesloten, dan zal de betekening of de terhandstelling gedaan worden aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van het eerste district van Brussel.

*
**

Ten slotte « wordt het exploit van betekening of het ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de partij tegen wie de echtscheiding verkregen is ». Met deze tekst wordt eenvoudig bedoeld dat bij de betekening aan de schuldige echtgenoot ermede rekening wordt gehouden dat de betekening aan de ambtenaar van de burgerlijke stand kan worden gedaan tegen terhandstelling van een ontvangstbewijs dat als betekening geldt. De aanzegging aan de partij wordt gedaan door deurwaarder of door terhandstelling tegen ontvangstbewijs, of bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs. Uw Commissie heeft zich afgevraagd welke term hier in de Franse tekst diende gebruikt te worden : « signifier », « notifier » of « dénoncer ». In geen geval mocht « signifier » worden gebruikt, een term die betekent « ter kennis brengen door middel van een deurwaardersexploot ». Daar de kennisgeving aan de burgerlijke stand voortaan met alle middelen mag geschieden, ware het onlogisch een deurwaardersexploot te eisen voor kennisgeving aan de tegenpartij. De term « kennis geven » ware meer gepast, omdat hiermee wordt gezegd « op een

565 du Code de procédure civile en matière de saisie-arrest). La dénonciation a un sens général, sans précision quant à la forme, et comprend donc le recours à un acte sous seing privé; il est dès lors judicieux d'en maintenir, l'emploi dans le texte de l'article examiné.

Art. 2.

L'article 2 du projet modifie l'article 265 du Code civil. Celui-ci a pour objet de déterminer le point de départ des deux mois dont dispose le demandeur en divorce pour signifier — ou, désormais, remettre — à l'officier de l'état civil.

Le texte en vigueur de l'article 265 se perd dans des considérations inutiles à l'égard des arrêts rendus par défaut en cause d'appel. Le texte proposé se borne à dire que les deux mois commencent à courir, pour les jugements de première instance, après l'expiration du délai d'appel et, pour les arrêts, après l'expiration du délai de pourvoi en cassation.

*
**

Le texte proposé par le Sénat reprenait, du texte en vigueur, l'expression : « les jugements de première instance ». Il était superflu de maintenir les mots « de première instance ». L'article 264 du projet parle plus sobrement du jugement ou de l'arrêt. Chacun sait que le jugement est « de première instance ». Votre Commission a donc supprimé ces trois mots, dans l'article 265 proposé.

*
**

La nouvelle rédaction du Sénat parlait du délai « pour les jugements et pour les arrêts », abandonnant l'expression « à l'égard des jugements » et « à l'égard des arrêts ». Votre Commission a rétabli l'ancienne locution, plus correcte.

Art. 3.

L'article 3 termine la première partie du projet de loi du Sénat. Il remplace l'article 266 par un nouveau texte.

Tout d'abord le texte est scindé en deux alinéas; cette division était nécessaire pour la rédaction du nouvel article 310 qui renvoie uniquement au premier alinéa du présent article 266.

D'autre part, ce nouveau texte tient compte de ce que l'époux demandeur peut faire la remise à l'officier de l'état civil au lieu de faire la signification du jugement ou de l'arrêt.

*
**

Votre Commission a apporté deux modifications au texte du Sénat :

1. Il est plus sobre de dire : « sans faire la signification ou la remise à l'officier de l'état civil compétent » plutôt que :

zekere wijze ter kennis brengen ». Maar wanneer het gaat een exploit of een akte ter kennis van een derde persoon te brengen, wordt gewoonlijk het werkwoord « aanzeggen » gebruikt (zie onder meer de artikelen 564 en 565 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering inzake beslag onder derden). Het begrip « aanzegging » heeft algemene betekenis, zonder nadere bepaling wat de vorm betreft, en het slaat dus op een onderhandse akte zodat het geraden is deze term in het betreffende artikel te behouden.

Art. 2.

Artikel 2 van het wetsontwerp wijzigt artikel 265 van het Burgerlijk Wetboek. Dit artikel heeft ten doel te bepalen wanneer de twee maanden ingaan binnen welke de elser tot echtscheiding het beschikkend gedeelte van het vonnis of arrest aan de ambtenaar van de burgerlijke stand moet betekenen of, voortaan, ter hand stellen.

De thans geldende tekst van artikel 265 bevat een aantal overbodige overwegingen ten aanzien van arresten bij verstek in beroep gewezen. De voorgestelde nieuwe tekst bepaalt zich ertoe te zeggen dat ten aanzien van de vonnissen in eerste aanleg gewezen de twee maanden ingaan na het verstrijken van de termijn van hoger beroep, en ten aanzien van arresten, na het verstrijken van de termijn van beroep in cassatie.

*
**

In de door de Senaat voorgestelde tekst wordt uit de thans geldende tekst de uitdrukking « vonnissen in eerste aanleg gewezen » overgenomen. Het was niet nodig de woorden « in eerste aanleg gewezen » te behouden. In artikel 264 van het ontwerp is eenvoudig sprake van het vonnis of van het arrest. Iedereen weet dat het vonnis « in eerste aanleg » uitgesproken wordt. Uw Commissie heeft deze vier woorden in het voorgestelde artikel 265 dan ook weggelaten.

*
**

In de nieuwe tekst van de Senaat was sprake van de termijn « pour les jugements et pour les arrêts », in plaats van de tot nu gebruikte uitdrukking « à l'égard des jugements » en « à l'égard des arrêts ». Uw Commissie heeft de eerste versie, die zij correcter acht, hersteld.

Art. 3.

Artikel 3, dat het eerste deel van het door de Senaat overgezonden wetsontwerp besluit, vervangt artikel 266 door een nieuwe tekst.

In de eerste plaats wordt de tekst in twee leden gesplitst; deze splitsing was nodig voor de nieuwe redactie van artikel 310, dat uitsluitend naar het eerste lid van dit artikel 266 verwijst.

Anderzijds wordt in deze nieuwe tekst rekening gehouden met het feit dat de echtgenoot-eiser de terhandstelling aan de ambtenaar van de burgerlijke stand mag doen in plaats van de betekening van het vonnis of van het arrest te doen.

*
**

Uw Commissie heeft in de door de Senaat overgezonden tekst twee wijzigingen aangebracht.

1. In plaats van te schrijven : « sans faire la signification ou opérer la remise à l'officier de l'état civil compétent »,

« sans faire la signification ou opérer la remise à l'officier de l'état civil compétent ». L'emploi de deux verbes différents pour dire la même chose est une redondance.

*
**

2. Le texte proposé ne parlait que de la déchéance du bénéfice du jugement. Ainsi faisait déjà le texte en vigueur de l'article 266. Or, dans les articles précédents, comme dans l'article 266bis qui suit, on parle du jugement ou de l'arrêt.

Il fallait donc dire que l'époux demandeur sera déchu « du bénéfice du jugement ou de l'arrêt qu'il avait obtenu », ajoutant ainsi les mots « ou de l'arrêt ».

Art. 4.

Votre Commission sur amendement de M. Pierson, a estimé utile, à l'occasion des modifications législatives envisagées, de mettre l'article 269 du Code civil en concordance avec les principes de la loi du 30 avril 1958 sur les droits et devoirs respectifs des époux. C'est l'objet de l'article 4 du texte proposé par la Commission.

L'article 269 en vigueur impose à la femme de justifier de sa résidence pendant la procédure. Fallait-il supprimer cet article, maintenant que l'article 213 nouveau du Code civil ne laisse plus au mari seul, le droit de fixer la résidence conjugale ? Pour conserver la sécurité de la procédure, tout en reconnaissant l'émancipation partielle de la femme en ce qui concerne la résidence, votre Commission a jugé devoir étendre au mari le prescrit de l'article 269. Elle a tenu compte aussi de la réciprocité de l'obligation alimentaire.

Le libellé de cet article est proposé comme suit :

« Chacune des parties sera tenue de justifier de sa résidence dans la maison indiquée, toutes les fois qu'elle en sera requise. A défaut de cette justification, l'autre conjoint pourra refuser la provision alimentaire, et, s'il est défendeur, faire déclarer la partie demanderesse non recevable à continuer ses poursuites. »

Deuxième partie du projet de loi.

La deuxième partie du projet de loi porte sur le chapitre III du titre du divorce, chapitre intitulé « Du divorce par consentement mutuel. »

Art. 5.

Le Gouvernement a introduit un amendement en vue d'abroger l'article 278 du Code civil et votre Commission l'a adopté. Cet article refuse le divorce par consentement mutuel aux époux qui n'obtiennent pas l'autorisation de leurs pères et mères, ou à leur défaut, d'autres ascendants.

Le consentement des pères et mères ou des ascendants ne doit plus être demandé pour la célébration du mariage, par les majeurs de 25 ans; ainsi en a décidé la loi du 14 juil-

is het veel eenvoudiger te zeggen : « sans faire la signification ou la remise à l'officier de l'état civil compétent ». Het gebruiken van twee verschillende werkwoorden om hetzelfde te zeggen is volkomen overbodig.

*
**

2. In de voorgestelde tekst was slechts sprake van het verlies van het voordeel van het verkregen vonnis, zoals dat reeds het geval was in de thans geldende tekst van artikel 266. Nu is er in de voorafgaande artikelen en in artikel 266bis, sprake van het vonnis of het arrest.

Derhalve moet worden bepaald dat de echtgenoot-eiser « het voordeel verliest van het door hem verkregen vonnis of arrest », waarbij de woorden « of van het arrest » zijn toegevoegd.

Art. 4.

Ingevolge een amendement van de heer Pierson heeft uw Commissie het nuttig geoordeeld, naar aanleiding van de voorgenomen wijzigingen, artikel 269 van het Burgerlijk Wetboek in overeenstemming te brengen met de beginselen van de wet van 30 april 1958 betreffende de wederzijdse rechten en plichten van de echtgenoten. Dit is het doel van artikel 4 van de door de Commissie voorgestelde tekst.

Het huidige artikel 269 legt aan de vrouw de verplichting op het bewijs te leveren van haar verblijf tijdens het verloop van de rechtspleging. Diende dit artikel weggelaten nu de man, ingevolge het nieuwe artikel 213 van het Burgerlijk Wetboek, niet meer alleen het recht heeft de echtelijke verblijfplaats vast te stellen ? Om rechtszekerheid te scheppen en tevens de gedeeltelijke ontvoogding van de vrouw te erkennen heeft uw Commissie geoordeeld het bepaalde in artikel 269 tot de man te moeten uitbreiden. Zij heeft ook rekening gehouden met de wederkerigheid inzake uitkering tot onderhoud.

Er wordt voorgesteld dit artikel als volgt te doen luiden :

« Elke partij is gehouden het bewijs te leveren van haar verblijf in het aangewezen huis, zo dikwijls als zulks van haar gevorderd wordt. Bij gebreke van dat bewijs kan de andere echtgenoot weigeren de provisionele uitkering tot onderhoud te verstrekken en, indien hij verweerder is, de eisende partij niet ontvankelijk doen verklaren in de voortzetting van haar eis. »

Tweede deel van het wetsontwerp.

Het tweede deel van het wetsontwerp handelt over hoofdstuk III van de titel echtscheiding : « Echtscheiding door onderlinge toestemming ».

Art. 5.

De Regering heeft een amendement voorgesteld tot opheffing van artikel 278 van het Burgerlijk Wetboek en uw Commissie heeft het goedgekeurd. Dit artikel weigerde de echtscheiding door onderlinge toestemming aan de echtgenoten, indien daartoe geen machtiging is verleend door hun vader en hun moeder of, bij hun ontstentenis, door andere bloedverwanten in de opgaande lijn.

De machtiging van de vader en de moeder of van de bloedverwanten in de opgaande lijn is niet meer vereist voor de voltrekking van het huwelijk van meerderjarigen

let 1953 modifiant notamment les articles 148, 151, 152 et 173 du Code civil qui ne laisse aux parents et grands-parents qu'un droit d'opposition, dont l'exercice est rare, et plus rare encore l'aboutissement.

Or, le divorce par consentement mutuel n'est autorisé, par l'article 275 du Code civil que si le mari a 25 ans et la femme 21 ans.

La suppression du consentement des parents dans cette procédure établit donc plus d'harmonie entre les conditions de la célébration du mariage et celles de sa dissolution.

Le Gouvernement remarquait encore que les parents ou aïeuls peuvent ignorer les motifs qui dirigent les époux dans leur demande, surtout à une époque où ces derniers s'établissent souvent loin des foyers paternels. Enfin, quand les époux vivent en mésintelligence avec leurs parents, ceux-ci refusent parfois leur consentement pour des motifs sans valeur.

Un membre examinant le problème en ce qui concerne les familles de religion catholique a exprimé l'avis que, du moment que la législation civile admet le divorce civil par consentement mutuel, il y a avantage à ce que les parents catholiques ne soient point amenés à intervenir dans les procédures de divorce civil par consentement mutuel, que les époux engagent, aussi bien dans les cas où cette procédure civile leur est ouverte en conscience, que dans ceux où elle ne l'est point. Au surplus, l'obligation de produire le consentement des parents est rarement une cause de renonciation à la procédure, les parents se ralliant presque toujours à la décision des époux, même quand c'est à regret.

L'abrogation de l'article 278 du Code civil fait l'objet de l'article 5 du texte proposé par votre Commission.

Art. 6.

Dans la ligne de la modification de l'article 259 du Code civil (article 4 du projet rédigé par la Commission), votre Commission propose de modifier les 2° et 3° de l'article 280 du Code civil. Les époux conviendront dorénavant de la résidence de l'un et de l'autre, et non plus seulement de la femme. Quant à la pension alimentaire, l'allocation en est prévue à l'un comme à l'autre des époux.

Ainsi votre Commission a établi un article 6 nouveau.

Art. 7.

L'article 4 du projet du Sénat devient l'article 7 proposé par votre Commission. Il modifie l'article 281 du Code civil en supprimant la compétence territoriale du tribunal du domicile des époux. Ceux-ci se présenteront désormais au tribunal de leur choix.

Même en matière de divorce pour cause déterminée, la compétence territoriale n'est pas d'ordre public; la modification législative du 30 avril 1958 n'a rien modifié à cet égard, et la jurisprudence antérieure demeure (Cass. 19 mars 1925, *Pas.*, I, 179). Le Sénat a estimé qu'en matière de divorce par consentement mutuel, il était indiqué également de laisser aux époux, le choix du tribunal.

van volle 25 jaar; dit werd bepaald bij de wet van 14 juli 1953 tot wijziging met name van de artikelen 148, 151, 152 en 173 van het Burgerlijk Wetboek. Deze wet kent de ouders en grootouders slechts een recht van verzet toe, dat zelden wordt uitgeoefend en vrijwel nooit resultaten oplevert.

Nu wordt de echtscheiding door onderlinge toestemming, door artikel 275 van het Burgerlijk Wetboek, slechts toegestaan indien de man ten minste 25 jaar en de vrouw 21 jaar oud is.

De afschaffing van de machtiging van de ouders in deze rechtspleging schept dus meer eenvormigheid tussen de voorwaarden van voltrekking en ontbinding van het huwelijk.

De Regering wees er verder op dat de ouders of de bloedverwanten in de opgaande lijn de beweegredenen, die de echtgenoten ertoe brengen een verzoek tot echtscheiding in te stellen, misschien niet kennen, vooral nu de echtgenoten vaak ver van het ouderlijk huis gaan wonen. Ten slotte, wanneer de echtgenoten in onenigheid leven met hun ouders, weigeren deze soms hun toestemming zonder geldige redenen.

Een lid onderzoekt het probleem wat de gezinnen van katolieke godsdienst betreft, en hij meent dat het beter is, daar de burgerlijke wetgeving de burgerlijke echtscheiding door onderlinge toestemming erkent, dat katolieke ouders niet betrokken worden bij een rechtspleging van burgerlijke echtscheiding door onderlinge toestemming die de echtgenoten inzetten, zowel wanneer deze burgerlijke rechtspleging hun naar geweten is veroorloofd als in de gevallen waarin ze het niet is. Voor het overige is de verplichting de toestemming van de ouders voor te leggen zelden een reden om van de rechtspleging af te zien, daar de ouders zich bijna altijd bij de beslissing van de echtgenoten, zelfs met tegenzin, neerleggen.

De opheffing van artikel 278 van het Burgerlijk Wetboek is het voorwerp van artikel 5 van de door uw Commissie voorgestelde tekst.

Art. 6.

In de geest van de wijziging van artikel 269 van het Burgerlijk Wetboek (artikel 4 van het ontwerp 269, door de Commissie opgesteld) stelt uw Commissie voor het 2° en het 3° van artikel 280 van het Burgerlijk Wetboek te wijzigen. Voortaan zullen de echtgenoten overeenkomen omtrent de verblijfplaats van elk van beiden en niet meer omtrent die van de vrouw alleen. De uitkering tot onderhoud kan evengoed aan elk van de echtgenoten worden toegekend.

Zo heeft uw Commissie een nieuw artikel 6 opgesteld.

Art. 7.

Artikel 4 van het ontwerp van de Senaat wordt artikel 7 van de door de Commissie voorgestelde tekst. Het wijzigt artikel 281 van het Burgerlijk Wetboek door de plaatselijke bevoegdheid van de rechtbank van de woonplaats van de echtgenoten af te schaffen. Dezen zullen voortaan vóór de rechtbank van hun keuze verschijnen.

Zelfs inzake echtscheiding op grond van bepaalde feiten is de plaatselijke bevoegdheid niet van openbare orde; de wetgevende wijziging van 30 april 1958 heeft hierin geen wijziging aangebracht en de vroegere rechtspraak blijft gelden (Cass., 19 maart 1925, *Pas.*, I, 179). De Senaat heeft geoordeeld dat het wenselijk was, inzake echtscheiding door onderlinge toestemming, de keuze van de rechtbank aan de echtgenoten over te laten.

Art. 8.

L'article 5 du Sénat devient l'article 8 Il ampute l'article 282 du Code civil, Il maintient l'obligation faite au juge de développer aux époux toutes les conséquences de leur démarche. Mais il ne prescrit plus la lecture de tout le chapitre réglant les effets du divorce. Les époux doivent être éclairés à ce sujet surtout par leur conseil ou leur notaire.

Votre Commission a ajouté une virgule après les mots « en présence des deux notaires ».

Art. 9 à 13.

Tirant les conséquences des innovations apportées dans les articles précédents, votre Commission a établi les nouveaux articles ci-après :

Art. 9. — Suppression du 3° de l'article 283 du Code civil, conformément à un amendement du Gouvernement; le texte supprimé concernait le consentement des parents ou ascendants.

Art. 10. — Suppression de la fin de l'article 284 du Code civil, qui concernait la résidence de la femme. Amendement de M. Pierson.

Art. 11. — Amélioration de la procédure, donnant une période d'un mois entier au lieu de la première quinzaine du mois, pour l'accomplissement des déclarations trimestrielles de l'article 285.

Suppression de la deuxième partie du même article, qui concernait le consentement des parents ou ascendants.

Art. 12. — A l'article 286 du Code civil, octroi d'un délai d'un mois au lieu de quinze jours pour requérir, du président du tribunal, l'admission du divorce. Amendement de M. Pierson.

Art. 13. — Suppression, à l'article 289 du Code civil, des lignes visant le consentement des parents ou ascendants.

Art. 14.

L'article 6 du texte du Sénat devient l'article 14. Il ampute l'article 290 des mots : « et renverra les parties devant l'officier de l'état civil, pour le faire prononcer ». Il s'agit d'une simple mise en concordance avec l'article 294 nouveau du projet qui ne prévoit plus la comparution devant l'officier de l'état civil, mais simplement une signification ou une remise de la décision à cet officier.

Art. 15 et 16.

Les articles 7 et 8 du projet du Sénat deviennent les articles 15 et 16. Ils remplacent les articles 291 et 292 du Code civil. Premièrement, on donne au ministère public un droit d'appel. C'est là une innovation comme le souligne le rapport au Sénat de M. Orban, page 2.

Art. 8.

Artikel 5 van de tekst van de Senaat wordt artikel 8. Het heft een deel van artikel 282 van het Burgerlijk Wetboek op. Het houdt de aan de rechter opgelegde verplichting om aan de echtgenoten alle gevolgen onder het oog te brengen, waartoe hun stap zal leiden. Het schrijft echter niet meer de voorlezing voor van het ganse hoofdstuk over de gevolgen van echtscheiding. De echtgenoten moeten daaromtrent vooral door hun raadsman of door hun notaris worden voorgelicht.

In de Franse tekst heeft de Commissie, na de woorden : « en présence de deux notaires », een komma ingevoegd.

Artt. 9 tot 13.

Als gevolgtrekking van de nieuwigheden welke in de voorgaande artikelen zijn opgenomen, heeft uw Commissie de volgende nieuwe artikelen opgemaakt :

Art. 9. — Weglating van het 3° van artikel 283 van het Burgerlijk Wetboek, overeenkomstig een amendement van de Regering; de weggelaten tekst had betrekking op de toestemming van de ouders en van de bloedverwanten in de opgaande lijn.

Art. 10. — Weglating van het slot van artikel 284 van het Burgerlijk Wetboek, dat betrekking had op het verblijf van de vrouw. Amendement van de heer Pierson.

Art. 11. — Verbetering van de rechtspleging, door het bepalen van een termijn van een ganse maand, in plaats van de eerste vijftien dagen van de maand, voor de driemaandelijke verklaringen, voorgeschreven bij artikel 285.

Weglating van het tweede deel van hetzelfde artikel, dat betrekking heeft op de toestemming van de ouders en van de bloedverwanten in de opgaande lijn.

Art. 12. — In artikel 286 van het Burgerlijk Wetboek, toekenning van een termijn van één maand, in plaats van vijftien dagen, om de voorzitter van de rechtbank te verzoeken de echtscheiding toe te staan. Amendement van de heer Pierson.

Art. 13. — Weglating, in artikel 289 van het Burgerlijk Wetboek, van de regels die betrekking hebben op de toestemming van de ouders of van de bloedverwanten in de opgaande lijn.

Art. 14.

Artikel 6 van de tekst van de Senaat wordt artikel 14. Het licht uit artikel 290 de volgende woorden : « en verwijst de partijen naar de ambtenaar van de burgerlijke stand om de echtscheiding te doen uitspreken ». De bedoeling is de tekst in overeenstemming te brengen met het nieuw artikel 294 van het ontwerp, waarbij niet meer wordt voorgeschreven dat de echtgenoten voor de ambtenaar van de burgerlijke stand moeten verschijnen, maar enkel dat de beslissing aan deze ambtenaar moet worden betekend of ter hand gesteld.

Artt. 15 en 16.

De artikelen 7 en 8 van het ontwerp van de Senaat worden de artikelen 15 en 16 en vervangen de artikelen 291 en 292 van het Burgerlijk Wetboek. In de eerste plaats geeft men aan het openbaar ministerie het recht om in beroep te gaan. Dit is een nieuwigheid, zoals wordt opgemerkt in het verslag aan de Senaat van de heer Orban, blz. 2.

Deuxièmement, suivant l'article 292 nouveau du Code civil, qui traite plutôt — soulignons-le — la matière de l'ancien article 291, l'appel du jugement refusant le divorce par consentement mutuel ne devra plus être signifié qu'au procureur du Roi et non plus réciproquement d'un époux à l'autre.

Art. 17.

L'article 9 du texte du Sénat devient l'article 17. Il modifie l'article 293.

Il supprime tout d'abord les mots : « à compter » qui sont inutiles.

Il remplace ensuite les mots : « fera passer », par : « transmettra ». On peut regretter que cette jolie expression « fera passer » soit remplacée par le terme plus moderne et plus abstrait de « transmettra ».

Le texte du Sénat remplaçait « au procureur général en la cour d'appel » par « au procureur général près de la Cour d'appel ». Le procureur général est-il en la Cour d'appel ou est-il près de la Cour d'appel ? Votre Commission a estimé qu'il faut adopter une troisième expression qui est devenue d'usage général « près la cour d'appel ».

Le texte du Sénat portait « Cour d'appel », avec une majuscule à Cour, alors que le texte en vigueur porte une minuscule. En bon usage français, le nouveau texte était erroné. Le mot cour n'est pas un nom propre. Le décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire n'accorde pas de majuscule même au commissaire du roi. Napoléon, dans la loi du 20 avril 1810, n'en accorde pas aux cours impériales ni même à l'empire. Il donne la majuscule, en l'article 10, à la Cour de cassation et à la Cour des comptes, mais non aux cours impériales, sans doute parce qu'il y en a plusieurs. Le Prince souverain, le 15 mars 1815 n'en accorde même pas à la cour jugeant en cassation. Dans la suite, le législateur belge donne ou refuse des majuscules d'une manière assez incohérente; ainsi, on donne la majuscule à l'article 262 comme aux articles 331 et 331bis, rédigés par la loi du 10 février 1958.

Un article récent du *Journal des Tribunaux* faisait remarquer que les majuscules sont réservées aux noms propres. Le texte néerlandais, en tout cas, ne doit pas donner la majuscule, si l'on suit le projet de loi établissant le texte néerlandais du Code civil. Votre Commission a supprimé la majuscule du texte français également.

**

Notre article 17 remplace ensuite : « les pièces sur lesquelles il est intervenu », par « les pièces sur lesquelles celui-ci est intervenu ». En effet, cette phrase subordonnée vise le jugement et non le sujet de la phrase principale qui est le procureur du Roi.

**

Le deuxième alinéa de l'article 293 proposé par le Sénat, accordait une majuscule à la Cour d'appel et même à la Chambre du conseil. Votre Commission a rétabli les minuscules, de même qu'aux mots néerlandais « hof van beroep » et « raadkamer ».

Au troisième alinéa, on dit que « l'arrêt n'est pas susceptible d'opposition ». Cet indicatif présent s'impose évidem-

De tweede wijziging is dat, volgens het nieuw artikel 292 van het Burgerlijk Wetboek — hetwelk, het weze onderstreept, veeleer de materie van het vroegere artikel 291 behandelt — het beroep van het vonnis, waarbij de echtscheiding door onderlinge toestemming wordt geweigerd, alleen nog aan de procureur des Konings en niet meer wederzijds van de ene aan de andere echtgenoot moet worden betekend.

Art. 17.

Artikel 9 van de tekst van de Senaat wordt artikel 17, waarbij artikel 293 van het Burgerlijk Wetboek wordt gewijzigd.

Vooreerst worden de woorden : « te rekenen van » als overbodig weggelaten.

Vervolgens worden in de Franse tekst de woorden : « fera passer », vervangen door : « transmettra ». Het is wellicht te betreuren dat die mooie uitdrukking « fera passer » wordt vervangen door de meer moderne en abstracte term « transmettra ».

In de tekst van de Senaat werd « procureur général en la cour d'appel » vervangen door « procureur général près de la Cour d'appel ». Is de procureur-generaal « en la cour d'appel » of « près de la cour d'appel » ? Naar het oordeel van uw Commissie moet een derde uitdrukking worden aangenomen, die thans algemeen gebruikelijk is : « près la cour d'appel ».

De tekst van de Senaat luidde : « Cour d'appel » en « Hof van beroep » met een hoofdletter in « Cour » en « Hof ». Volgens het correcte Frans taalgebruik is de nieuwe tekst foutief. Het woord « cour » is geen eigenaam. In het decreet van 16-24 augustus 1790 op de rechterlijke inrichting krijgt zelfs de « commissaire du roi » geen hoofdletter. In de wet van 20 april 1810 geeft Napoleon er geen aan de « cours impériales », zelfs niet aan « empire ». In artikel 10 laat hij wel « Cour de cassation » en « Cour des comptes » met hoofdletters schrijven, maar niet de « cours impériales », wellicht omdat er verscheidene zijn. Op 15 maart 1815 kent de Soevereine Vorst er zelfs geen toe aan het in cassatie rechtsprekende hof. Het aanvaarden of verwerpen van de hoofdletter in de latere Belgische wetten is vrij onsamenhangend; zo wordt de hoofdletter gebruikt in artikel 262 en in de artikelen 331 en 331bis, die zijn opgesteld bij de wet van 10 februari 1958.

In een recent artikel in het « *Journal des Tribunaux* » werd erop gewezen dat hoofdletters uitsluitend voor eigenamen mogen worden gebruikt. In ieder geval mag in de Nederlandse tekst geen hoofdletter worden gebruikt, indien men zich houdt aan het wetsontwerp tot invoering van de Nederlandse tekst van het Burgerlijk Wetboek. Uw Commissie heeft de hoofdletter ook in de Franse tekst weggelaten.

**

In ons artikel 17 wordt verder : « stukken waarop het is gewezen », vervangen door : « stukken waarop dit is gewezen ». Deze bijzin heeft immers betrekking op het vonnis en niet — voor de Franse tekst is zulks van belang — op het onderwerp van de hoofdzin : de procureur des Konings.

**

In het tweede lid van het door de Senaat voorgestelde artikel 293 krijgt « Hof van beroep » en zelfs « Raadkamer » een hoofdletter. Uw Commissie heeft er de kleine letters in hersteld, evenals in de Franse woorden « cour d'appel » en « chambre du conseil ».

In het derde lid wordt gezegd dat « het arrest niet vatbaar is voor verzet ». In het Frans moest hier vanzelf-

ment puisqu'il ne s'agit plus là d'un acte à faire, comme c'était le cas au troisième alinéa du nouvel article 264.

Art. 18.

L'article 10 du texte du Sénat, devenu article 18, crée un article 293bis, nouveau, fixant délai et procédure en vue du pourvoi en cassation. Comme le souligne brièvement M. Orban, rapporteur du Sénat, le pourvoi devra être introduit dans les vingt jours qui suivent l'arrêt entrepris, et devra être formé par les deux époux, séparément ou conjointement.

Votre Commission a enlevé la majuscule à « Cour d'appel » et à « Hof van beroep ».

Au troisième alinéa, on emploie le futur comme aux alinéas précédents. Le futur est-il justifié puisqu'il ne s'agit pas d'un acte à accomplir, mais de l'effet d'un acte ?

Votre Commission a estimé devoir employer le présent, bien que l'article 263 emploie erronément le futur en un cas semblable.

Art. 19.

L'article 11 du texte du Sénat, devenu article 19, remplace l'article 294 par des dispositions nouvelles. Jusqu'ici, les époux devaient se présenter devant l'officier de l'état civil dans les vingt jours de l'arrêt admettant le divorce, et l'officier de l'état civil prononçait le divorce.

Désormais, les époux disposeront de deux mois, et ne comparaitront plus devant l'officier de l'état civil. Ils se borneront à signifier le dispositif du jugement ou de l'arrêt, ou à le remettre contre accusé de réception. La signification se fera séparément ou conjointement, par huissier, au nom des époux. On a supposé que la remise contre accusé de réception serait faite le plus souvent conjointement par les époux; néanmoins, chacun d'eux pourrait certes lever une expédition du jugement pour la porter séparément à l'officier de l'état civil; on le précise au quatrième alinéa du présent article 19.

**

Le même texte précise que la signification ou la remise se fera au lieu où le mariage a été célébré. A défaut de célébration en Belgique, la remise se fera à l'officier de l'état civil du premier district de Bruxelles.

Le deuxième alinéa fixe le point de départ du délai de deux mois. En parlant des jugements, on ajoutait inutilement qu'ils sont « de première instance » ou « in eerste aanleg gewezen ». Votre Commission a supprimé ces redondances.

En outre, comme à l'article 265 du Code civil, votre Commission a remplacé les mots : « pour les jugements » et « pour les arrêts », par les mots : « à l'égard des jugements » et « à l'égard des arrêts ».

**

Art. 18.

Bij artikel 10 van de tekst van de Senaat, dat artikel 18 geworden is, wordt een nieuw artikel 293bis ingevoegd, dat de termijn en de rechtspleging voor de voorziening in cassatie vaststelt. Zoals de verslaggever in de Senaat, de heer Orban, bondig aanstipt, moet de voorziening ingesteld worden door beide echtgenoten afzonderlijk of gezamenlijk binnen twintig dagen na de uitspraak van het bestreden arrest.

Uw Commissie heeft bij « Cour d'appel » en « Hof van beroep » de hoofdletter weggelaten.

In het derde lid wordt de toekomstige tijd gebruikt zoals in de vorige leden. Is het futurum wel verantwoord, daar het toch niet een handeling betreft die moet worden verricht, maar de gevolgen van een handeling ?

Uw Commissie is van oordeel dat de tegenwoordige tijd moet gebruikt worden, ofschoon artikel 263 in een gelijkwaardig geval bij vergissing het futurum gebruikt.

Art. 19.

In artikel 11 van de tekst van de Senaat, dat artikel 19 geworden is, wordt artikel 294 door nieuwe bepalingen vervangen. Tot dusver dienden de echtgenoten binnen twintig dagen na het arrest, dat de echtscheiding toestaat, te verschijnen voor de ambtenaar van de burgerlijke stand om de echtscheiding te doen uitspreken.

Voortaan beschikken de echtgenoten over twee maanden en verschijnen zij niet meer voor de ambtenaar van de burgerlijke stand. Zij beperken er zich toe het beschikend gedeelte van het vonnis of arrest te betekenen of, tegen ontvangstbewijs, ter hand te stellen. De betekening geschiedt bij deurwaardersexploot, afzonderlijk of gezamenlijk, namens de echtgenoten. Men heeft ondersteld dat de terhandstelling, tegen ontvangstbewijs, meestal gezamenlijk door de echtgenoten zou geschieden; toch zou ieder van hen een uitgifte van het vonnis kunnen lichten om het afzonderlijk naar de ambtenaar van de burgerlijke stand te brengen; dit wordt in het vierde lid van dit artikel 19 nader gezegd.

**

In dezelfde tekst wordt nader gezegd dat de betekening of terhandstelling geschiedt waar het huwelijk werd voltrokken. Werd het huwelijk niet in België voltrokken, dan geschiedt de terhandstelling aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van het eerste district van Brussel.

Het tweede lid bepaalt wanneer de termijn van twee maanden ingaat. In verband met de vonnissen was het overbodig daaraan toe te voegen dat zij « de première instance » of « in eerste aanleg gewezen » zijn. Uw Commissie heeft deze overbodigheden weggelaten.

Bovendien heeft uw Commissie, zoals in artikel 265 van het Burgerlijk Wetboek, de woorden : « pour les jugements » en : « pour les arrêts », vervangen door de woorden : « à l'égard des jugements » en : « à l'égard des arrêts ».

**

Le troisième alinéa maintient la déchéance dont sont frappés les époux par la dernière phrase du texte en vigueur de l'article 294 du Code civil.

On remarquera que le nouvel article 294 en son alinéa premier, parle du jugement ou de l'arrêt, alors que l'article 294 en vigueur oublie de parler du jugement.

Le même article 294, après n'avoir visé que l'arrêt au début du texte, ne parle plus que du jugement à la fin du texte. Ici, le texte nouveau n'avait pas été corrigé par le Sénat et votre Commission l'a fait, en disant que les époux seront déchus du bénéfice du jugement, mais aussi de l'arrêt qu'ils avaient obtenu.

Les mots inutiles : « ou opérer » ont été supprimés par votre Commission comme à l'article 266.

*
**

Le quatrième alinéa disait que mention du divorce est faite en marge de l'acte de mariage. Il convient d'employer le futur, comme à l'article 264, et c'est ce que décida votre Commission.

Art. 20.

L'article 12 du texte du Sénat, devenant article 20, prévoit que le jugement ou l'arrêt remontera, quant à ses effets entre époux en ce qui touche leurs biens, au jour de la déclaration prévue par l'article 281 qui est le premier acte de la procédure de divorce par consentement mutuel. C'est la répétition de l'article 266bis qui a été créé par l'article 7 de la loi du 14 décembre 1935.

*
**

En finale de cette deuxième partie du projet de loi, partie concernant le divorce par consentement mutuel, le Ministre avait proposé un article 12bis disant : « L'article 305 du Code civil est abrogé ».

Ainsi, eût été supprimé le transfert aux enfants de la propriété de la moitié des biens de chacun des deux époux divorçant par consentement mutuel.

Le Ministre avait exposé ce qui suit :

Le Code Napoléon voyait dans l'article 305 du Code civil une sanction susceptible de détourner les époux du divorce par consentement mutuel.

Il paraît manifeste que le seul effet de cette disposition est, soit de promouvoir des divorces pour causes déterminées, soit de laisser subsister des situations irrégulières.

En soi d'ailleurs, cette disposition touche un certain nombre de personnes seulement, celles dont les biens sont importants, et désavantage les enfants éventuels d'un mariage subséquent qui ne participent pas à la succession de la moitié des biens de leur père ou mère.

Lorsque les époux sont commerçants ou industriels, la disposition peut avoir pour conséquence une liquidation du fonds de commerce ou de l'entreprise qui paralysera cette forme de divorce mais sera impuissante à empêcher d'autres dispositions que prendront des époux décidés à ne plus vivre une vie commune.

Lorsque les biens des époux ne sont pas de même nature, la disposition est particulièrement choquante parce que, dans son application, elle entraîne des conséquences différentes pour les biens meubles et les immeubles, par exemple :

Het derde lid bevestigt het verlies van het voordeel van het door de echtgenoten verkregen vonnis, zoals reeds in de laatste volzin van de huidige tekst van artikel 294 van het Burgerlijk Wetboek wordt bepaald.

Zoals men ziet is in het nieuwe artikel 294, eerste lid, sprake van vonnis of arrest, terwijl in het huidige artikel 294 geen sprake is van vonnis.

Ditzelfde artikel 294 bedoelt in 't begin enkel het arrest en de tekst eindigt met een verwijzing alleen naar het vonnis. In dit geval werd de nieuwe tekst door de Senaat niet verbeterd, en dit werd door uw Commissie rechtgezet door te bepalen dat de echtgenoten het voordeel van het door hen verkregen vonnis of arrest verliezen.

De overbodige woorden « ou opérer » werden, zoals in artikel 266, door uw Commissie weggelaten.

*
**

Het vierde lid bepaalt dat er melding van de echtscheiding gemaakt wordt op de kant van de akte van huwelijk. Hier, zoals in artikel 264, dient, in de Franse tekst, de toekomstige tijd gebruikt en dit werd dan ook door uw Commissie besloten.

Art. 20.

In artikel 12 van de tekst van de Senaat, dat artikel 20 geworden is, wordt bepaald dat het eindarrest terugwerkt en de kracht heeft tot de dag van de verklaring bedoeld in artikel 281, wat de gevolgen ervan tussen de echtgenoten ten aanzien van hun goederen betreft. Deze verklaring is de eerste akte van de procedure van echtscheiding door onderlinge toestemming. Dit is de herhaling van artikel 266bis, ingevoegd krachtens artikel 7 van de wet van 14 december 1935.

*
**

In fine van dit tweede deel van het wetsontwerp, dat de echtscheiding door onderlinge toestemming betreft, had de Minister een artikel 12bis voorgesteld, dat luidt als volgt : « artikel 305 van het Burgerlijk Wetboek wordt opgeheven ».

Op die wijze zou de overdracht aan de kinderen van de eigendom van de helft van de goederen van ieder van beide echtgenoten, die uit de echt scheiden door onderlinge toestemming, afgeschaft worden.

De Minister had de volgende toelichting verstrekt :

« In artikel 305 van het Burgerlijk Wetboek zag het Wetboek Napoleon een sanctie om de echtgenoten van de echtscheiding door onderlinge toestemming af te wenden.

Het blijkt duidelijk dat deze bepaling als enig gevolg de echtscheiding op grond van bepaalde feiten in de hand werkt of onregelmatige toestanden laat voortbestaan.

Op zichzelf, treft deze bepaling trouwens slechts een zeker aantal personen, dezen die belangrijke goederen bezitten, en benadeelt zij de eventuele kinderen uit een volgend huwelijk, die geen deel hebben in de erfenis van de helft der goederen van hun vader of moeder.

Wanneer de echtgenoten handelaars of industriëlen zijn, kan de bepaling leiden tot een vereffening van de handelszaak of van het bedrijf, die deze vorm van echtscheiding zal verhinderen doch niet zal kunnen beletten dat de echtgenoten die niet meer willen samenleven, andere schikkingen treffen.

Zijn de goederen der echtgenoten niet van dezelfde aard dan geeft de bepaling vooral aanstoot omdat ze bij haar toepassing verschillende gevolgen heeft voor de roerende en de onroerende goederen. bijvoorbeeld wanneer een

lorsque l'un des époux possède un ou des immeubles tandis que l'autre ne possède que peu de biens personnels mais jouit de revenus professionnels importants.

Pour toutes ces raisons, il paraît indiqué de supprimer l'article 305 du Code civil.

Telle était la justification donnée à cet amendement.

*
**

Mais un membre, parlant au nom de plusieurs, souligna la différence fondamentale entre le divorce pour cause déterminée et le divorce par consentement mutuel. Ce dernier a pour seul fondement la volonté concordante des époux sans aucun contrôle juridictionnel sur les motifs ou les mobiles de cette volonté. Au surplus, la protection des enfants est nécessaire dans le divorce par consentement mutuel, en raison même du concert des époux, qui élimine le contrôle réciproque qu'on trouve dans le divorce pour cause déterminée.

Comme la suggestion était indépendante de l'objet même du projet, le Ministre retira cet amendement, puisqu'il ne recueillait pas l'adhésion unanime de la Commission.

Troisième partie du projet de loi.

Nous arrivons aux deux articles qui concernent la proposition de loi déposée au Sénat par MM. Dua et consorts.

Le projet de loi ne touche donc pas au chapitre IV traitant des effets du divorce et passe au chapitre V traitant « De la séparation de corps. »

Art. 21.

L'article 13 du texte du Sénat, devenu article 21, modifie l'article 306 du Code civil, et remplace les termes : « dans les cas où il y a lieu à la demande en divorce pour cause déterminée », par les termes : « dans les cas où les époux peuvent demander le divorce pour cause déterminée ».

On dit ensuite : « ils pourront pareillement former demande en séparation de corps », au lieu de : « il sera libre aux époux de former demande en séparation de corps ».

Après ces élégantes corrections de forme, on arrive à l'objet de la proposition qui est d'introduire un deuxième alinéa à l'article 306 du Code civil. Cet alinéa est ainsi libellé : « Dans les cas où ils peuvent divorcer par consentement mutuel, ils pourront pareillement recourir à la séparation de corps ».

Art. 22.

L'article 14 devenu article 22, remplace l'article 307 du Code civil.

Le premier alinéa maintient que la procédure sera intentée, instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile.

Mais on ajoute ensuite un deuxième alinéa qui règle en détail la procédure. Il s'agit, en réalité, de faire passer dans le Code civil les dispositions de l'article 875 du Code de procédure civile qui concerne la séparation de corps. Cette

der echtgenoten een of meer onroerende goederen bezit terwijl de andere slechts eigenaar is van weinig belangrijke goederen doch een aanzienlijk beroepsinkomen heeft.

Om al deze redenen lijkt het wenselijk artikel 305 van het Burgerlijk Wetboek op te heffen.

Zo luidde de toelichting van dit amendement.

*
**

Maar, sprekend in naam van verscheidene leden, wijst een lid op het grondig verschil tussen de echtscheiding op grond van bepaalde feiten en de echtscheiding door onderlinge toestemming. Deze laatste heeft als enige grond de overeenstemmende wil van de echtgenoten, zonder enige rechterlijke controle op de redenen of de beweegredenen van die wil. Bovendien is, bij de echtscheiding door onderlinge toestemming, de bescherming van de kinderen noodzakelijk wegens de overeenstemming zelf van de echtgenoten, die de wederzijdse controle uitschakelt die men terugvindt in de echtscheiding op grond van bepaalde feiten.

Daar de suggestie buiten het raam van het ontwerp viel, trok de Minister dit amendement in aangezien het niet de algemene instemming van de Commissie wegdroeg.

Derde deel van het wetsontwerp.

Wij komen aan de twee artikelen die betrekking hebben op het door de heren Dua c.s. in de Senaat ingediende wetsvoorstel.

Het wetsontwerp raakt dus niet aan hoofdstuk IV, dat handelt over de gevolgen van echtscheiding, en gaat over naar hoofdstuk V, dat handelt over de scheiding van tafel en bed.

Art. 21.

Artikel 13 van de tekst van de Senaat, dat artikel 21 geworden is, wijzigt artikel 306 van het Burgerlijk Wetboek door de termen : « In de gevallen waarin echtscheiding op grond van bepaalde feiten kan worden gevorderd », te vervangen door de woorden : « In de gevallen waarin de echtgenoten echtscheiding op grond van bepaalde feiten kunnen vorderen ».

Vervolgens wordt gezegd : « staat het hun eveneens vrij een eis tot scheiding van tafel en bed in te stellen », in plaats van : « staat het de echtgenoten vrij een eis tot scheiding van tafel en bed in te stellen ».

Na die elegante vormverbeteringen komen wij tot het voorwerp van het voorstel, met name de invoeging van een tweede lid in artikel 306 van het Burgerlijk Wetboek. Dit lid luidt als volgt : « In de gevallen waarin zij uit de echt kunnen scheiden door onderlinge toestemming, staat het hun eveneens vrij tot scheiding van tafel en bed over te gaan ».

Art. 22.

Artikel 14, dat artikel 22 geworden is, vervangt artikel 307 van het Burgerlijk Wetboek.

Het eerste lid blijft luiden dat de rechtspleging zal worden ingesteld, behandeld en uitgewezen op dezelfde wijze als elke andere burgerlijke rechtsvordering.

Maar men voegt er vervolgens een tweede lid aan toe, waarbij de rechtspleging in bijzonderheden wordt geregeld. In werkelijkheid is het de bedoeling aan de bepalingen van artikel 875 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvorde-

mutation est judicieuse. Puisque le Code civil traite toute la procédure du divorce, il est normal de ramener également dans le Code civil, la procédure de la séparation de corps.

Cette procédure est semblable à celle du divorce, mais l'article 240 du Code civil restera exclu de la procédure en séparation de corps. Il n'y aura donc point de rapport du président en chambre du conseil, ni de suspension du permis de citer.

Par contre, le texte proposé supprime subrepticement le ministère des avoués, tout simplement en disant que désormais ce n'est plus seulement l'article 241, alinéa premier, mais également l'article 241, deuxième alinéa, qui s'appliquera à la procédure en séparation de corps.

Enfin, en disant que les articles 262 à 274 sont applicables, on introduit, dans la séparation de corps, la procédure des articles 264, 265 et 266 qui représentent la première partie du présent projet de loi et qui concernent l'exécution, à l'état civil, du jugement ou de l'arrêt admettant le divorce.

Un troisième alinéa règle la procédure nouvelle de la séparation de corps par consentement mutuel. On renvoyait simplement aux articles 275 à 294bis. Votre Commission a estimé préférable de renvoyer « au chapitre III, concernant le divorce par consentement mutuel ». Il pourrait se faire en effet qu'on ajoute un jour un article 294ter, et donc il vaut mieux viser l'ensemble du chapitre. Votre Commission a, ici encore, remplacé le futur par le présent.

Quatrième partie du projet de loi.

La quatrième et dernière partie du projet de loi remplace l'article 310 du Code civil par un nouveau texte; il s'agit de la conversion de la séparation de corps en divorce.

Le projet crée, en outre, un article 310bis, au sujet de la conversion de la séparation de corps par consentement mutuel, en divorce par consentement mutuel.

Art. 23.

L'article 23 est l'article 15 du texte du Sénat. Il modifie le texte de l'article 310 qui concerne la conversion en divorce, de la séparation de corps pour cause déterminée.

Le texte proposé ajoute au texte en vigueur, évidemment, les mots : « pour cause déterminée », puisque, autrefois, il n'y avait qu'une espèce de séparation de corps, celle qui avait été obtenue pour cause déterminée.

On précise le point de départ du délai de trois ans qui doit précéder la conversion. Ce point de départ est la transcription du dispositif du jugement admettant la séparation.

Votre Commission a ajouté après les mots : « du jugement », les mots : « ou de l'arrêt », pour les motifs exposés à propos de l'article 266.

*
**

ring, dat betrekking heeft op de scheiding van tafel en bed, in het Burgerlijk Wetboek op te nemen. Die overbrenging is redelijk. Aangezien het Burgerlijk Wetboek de ganse rechtspleging van de echtscheiding behandelt, is het normaal in het Burgerlijk Wetboek eveneens de rechtspleging inzake scheiding van tafel en bed onder te brengen.

Die rechtspleging is gelijkaardig aan die inzake echtscheiding, maar artikel 240 van het Burgerlijk Wetboek zal uitgesloten blijven van de rechtspleging inzake scheiding van tafel en bed. Er zal dus geen verslag van de voorzitter van de raadkamer noch schorsing van het recht om te dagvaarden zijn.

Daarentegen, heft de voorgestelde tekst tersluiks de tussenkomst van de pleitbezorgers op door eenvoudig te zeggen dat voortaan niet alleen artikel 241, eerste lid, maar eveneens artikel 241, tweede lid, van toepassing zal zijn op de rechtspleging inzake scheiding van tafel en bed.

Door ten slotte te zeggen dat de artikelen 262 tot 274 van toepassing zijn, voert men, bij de scheiding van tafel en bed, de rechtspleging van de artikelen 264, 265 en 266 in, die het eerste deel van dit wetsontwerp uitmaken en die betrekking hebben op de tenuitvoerlegging, bij de burgerlijke stand, van het vonnis of het arrest dat de echtscheiding toestaat.

Een derde lid regelt de nieuwe rechtspleging inzake scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming. Er werd eenvoudig naar de artikelen 275 tot 294bis verwezen. Uw Commissie heeft het verkieslijk geacht, te verwijzen naar « hoofdstuk III, betreffende de echtscheiding door onderlinge toestemming ». Het zou inderdaad weleens kunnen gebeuren dat een artikel 294ter wordt toegevoegd zodat het beter is het hoofdstuk in zijn geheel te bedoelen. Ook hier heeft uw Commissie de toekomstige door de tegenwoordige tijd vervangen.

Vierde deel van het wetsontwerp.

Het vierde en laatste deel van het wetsontwerp vervangt artikel 310 van het Burgerlijk Wetboek door een nieuwe tekst; het betreft de omzetting van de scheiding van tafel en bed in echtscheiding.

Het ontwerp voert bovendien een artikel 310bis in, betreffende de omzetting van de scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming in echtscheiding door onderlinge toestemming.

Art. 23.

Artikel 23 is artikel 15 van de tekst van de Senaat. Het wijzigt de tekst van artikel 310, dat de omzetting regelt van de scheiding van tafel en bed op grond van bepaalde feiten.

Aan de geldende tekst voegt de voorgestelde tekst natuurlijk de woorden : « wegens een bepaalde oorzaak » toe, daar er vroeger slechts één scheiding van tafel en bed was, nl. die wegens een bepaalde oorzaak.

Tevens wordt het vertrekpunt vastgesteld van de termijn van drie jaar die aan de omzetting moet voorafgaan. Dit vertrekpunt is de overschrijving van het beschikkende gedeelte van het vonnis waarbij de scheiding is toegestaan.

Uw Commissie heeft de woorden : « of het arrest » toegevoegd, na de woorden : « van het vonnis », om de bij artikel 266 uiteengezette redenen.

*
**

Le deuxième alinéa est nouveau; il dit que la demande de conversion sera intentée, instruite et jugée, de la même manière que toute autre action civile, le ministère public étant entendu.

La procédure finale à l'état civil organisée par les articles 264, 265 et 266, alinéa premier, pour le divorce demandé directement, sera applicable, disait le texte du Sénat. Votre Commission a visé en outre, l'article 241, deuxième alinéa, de manière à rendre facultatif, ici aussi, le ministère des avoués.

L'intention du Sénat ne fut évidemment point de rétablir le ministère des avoués pour la transformation de la séparation de corps pour cause déterminée en divorce, alors que, pour la demande en séparation de corps pour cause déterminée elle-même, le deuxième alinéa de l'article 307 supprimait le ministère des avoués par renvoi à cet article 241, deuxième alinéa, ainsi que nous l'avons exposé ci-avant.

Votre Commission a supprimé les mots : « de conversion » qui semblaient superflus. En outre, comme à l'article 293bis, elle a préféré l'usage du présent à celui du futur en la dernière phrase.

Votre Commission a rejeté par 10 voix contre 4, un amendement de M. Pierson, supprimant en cet article 310, les mots : « prononcé pour toute autre cause que l'adultère ».

Si cet amendement avait été adopté, l'époux adultère aurait pu obtenir la conversion en divorce, de la séparation de corps accordée à l'autre époux; il eût ainsi, selon le vœu de Treilhard, retrouvé la liberté de se remarier; les enfants à naître de l'époux coupable et de son complice auraient pu obtenir dès lors le statut d'enfants légitimes.

Cet amendement fut combattu par un membre qui estima que le concubinage, pendant le mariage, devait être encore sanctionné sous la nouvelle législation, par le refus du remariage.

Art. 24.

L'article 16 du projet du Sénat, devenu article 24, introduit dans le Code civil un article 310bis organisant la conversion, en divorce par consentement mutuel, de la séparation de corps par consentement mutuel.

Le texte prévoit en l'alinéa premier que l'article 277 ne sera pas d'application. L'article 277, concernant le divorce par consentement mutuel, écarte cette procédure après vingt ans de mariage ou lorsque la femme a 45 ans.

Ces conditions restent exigées dans la procédure de séparation de corps par consentement mutuel, ainsi que l'indiquera le deuxième alinéa de l'article 306 nouveau du Code civil.

Mais lorsqu'il s'agira de convertir la séparation de corps par consentement mutuel, en divorce par consentement mutuel, le temps aura pu passer, les vingt ans de mariage seront accomplis ou la femme aura 45 ans. Il n'y aurait pas lieu, pour ce motif, d'interdire la conversion.

Votre Commission, ici aussi, a ajouté les mots : « ou de l'arrêt ».

*
**

Les alinéas suivants de l'article 310bis créé par le projet de loi indiquent les démarches que devront faire les époux séparés de corps par consentement mutuel, pour obtenir la conversion de leur séparation, en divorce par consentement mutuel.

Het tweede lid is nieuw. Het zegt dat de eis tot omzetting op dezelfde wijze wordt ingesteld, behandeld en uitgewezen als elke andere burgerlijke rechtsvordering, het openbaar ministerie gehoord.

De eindprocedure bij de burgerlijke stand, geregeld bij de artikelen 264, 265 en 266, eerste lid, voor rechtstreeks gevraagde echtscheiding, zal van toepassing zijn, volgens de tekst van de Senaat. Uw Commissie bedoelde bovendien artikel 241, tweede lid, om de tussenkomst van de pleitbezorgers hier ook facultatief te maken.

Het lag voorzeker niet in de bedoeling van de Senaat de tussenkomst van de pleitbezorgers te herstellen voor de omzetting van de scheiding van tafel en bed wegens een bepaalde oorzaak in echtscheiding, waar het tweede lid van artikel 307 de tussenkomst van de pleitbezorgers afschafte voor de eis tot scheiding van tafel en bed wegens een bepaalde oorzaak door te verwijzen naar dit artikel 241, tweede lid, zoals wij hierboven hebben uiteengezet.

Uw Commissie heeft de woorden : « tot omzetting », die overbodig schenen, weggelaten. Bovendien heeft ze, evenals in artikel 293bis, het gebruik van de tegenwoordige tijd verkozen boven dat van de toekomstige tijd in de laatste volzin.

Uw Commissie heeft met 10 stemmen tegen 4, een amendement van de heer Pierson verworpen waarbij de woorden : « uitgesproken op grond van enig ander feit dan overspel » in dit artikel 310 worden weggelaten.

Indien dit amendement was aangenomen geworden, zou de overspelige echtgenoot de omzetting in echtscheiding kunnen bekomen van de scheiding van tafel en bed, die aan de andere echtgenoot is toegestaan; hij zou weer vrij zijn om een nieuw huwelijk aan te gaan, zoals Treilhard het wenst; de kinderen die uit de schuldige echtgenoot en zijn medeplichtige geboren zouden worden, zouden dan ook de status van wettige kinderen hebben kunnen bekomen.

Dit amendement werd bestreden door een lid, die meende dat het onderhouden van een bijzit tijdens het huwelijk nog gestraft moest worden onder de nieuwe wetgeving door geen nieuw huwelijk toe te staan.

Art. 24.

Artikel 16 van het ontwerp van de Senaat, dat artikel 24 is geworden, voert in het Burgerlijk Wetboek een artikel 310bis in, waarbij de omzetting van de scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming in echtscheiding door onderlinge toestemming wordt geregeld.

In het eerste lid van de tekst wordt bepaald dat artikel 277 niet van toepassing zal zijn. Artikel 277, dat betrekking heeft op de echtscheiding door onderlinge toestemming, sluit die rechtspleging uit na twintig jaren huwelijk of wanneer de vrouw 45 jaar oud is.

Deze voorwaarden blijven gelden voor de rechtspleging inzake scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming, zoals is bepaald in het tweede lid van het nieuwe artikel 306 van het Burgerlijk Wetboek.

Betreft het echter een omzetting van de scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming in echtscheiding door onderlinge toestemming, dan kan er zoveel tijd zijn verstreken dat de twintig jaren huwelijk zijn bereikt of de vrouw 45 jaar is geworden. Er zou dus geen reden zijn om de omzetting om die reden te verbieden.

Ook hier heeft uw Commissie de woorden : « of van het arrest » toegevoegd.

*
**

In de volgende leden van het bij het wetsontwerp ingevoegde artikel 310bis wordt aangegeven wat de door onderlinge toestemming van tafel en bed gescheiden echtgenoten moeten doen om de omzetting van hun scheiding in echtscheiding door onderlinge toestemming te bekomen.

Adoptant un amendement du Gouvernement, votre Commission a supprimé le 3° du texte du Sénat, puisque ce 3° visait le consentement des parents ou ascendants.

Par contre, votre Commission a maintenu le 6°, devenu le 5°, imposant l'inventaire et l'estimation des biens, puisque lors de la conversion, et par application de l'article 305 du Code civil non modifié, la propriété de la moitié des biens des époux passera à leurs enfants.

Ce sont les biens possédés « à ce moment » de la conversion qui vont passer aux enfants pour moitié. En effet, l'article 305 du Code civil n'est pas applicable à la séparation de corps par consentement mutuel; l'article 307 nouveau, troisième alinéa, du Code civil ne rend applicable à la séparation de corps par consentement mutuel, que les articles 275 à 294bis figurant au chapitre III qui traite du divorce par consentement mutuel, et non cet article 305 qui, le dernier du chapitre IV « Des effets du divorce », fixe certains effets du divorce par consentement mutuel.

Votre Commission a remplacé le futur par le présent, dans les alinéas qui créent l'applicabilité d'autres textes; elle a suivi les motifs énoncés précédemment pour tout texte qui n'est pas descriptif de procédure.

Art. 25.

L'article 17 du projet devenu article 25, abroge les articles suivants :

1. — L'article 311ter du Code civil, visant les effets, quant aux biens, de la séparation de corps.

Ce texte est devenu inutile puisque, en vertu du deuxième alinéa de l'article 307 proposé du Code civil, les articles 264 traitant de la transcription en marge de l'acte de mariage et 266bis traitant des effets du divorce quant aux biens des époux, seront applicables à la séparation de corps.

2. — L'article 311quater du Code civil. Cette abrogation se justifie aussi par l'application de l'article 264 du chapitre du divorce.

3. — L'article 875 du Code de procédure civile. Cet article passe dans le Code civil. Il est inséré, avec les modifications que nous avons dites, dans l'article 307 proposé du Code civil dont il forme le deuxième alinéa.

*
**

La Commission a approuvé la division du projet en quatre chapitres.

Le projet de loi, dans la rédaction reprise en annexe au présent rapport, a été adopté à l'unanimité.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
E. CHARPENTIER.

Le Président,
M.-A. PIERSON.

Door een Regeringsamendement goed te keuren heeft uw Commissie het 3° uit de tekst van de Senaat weggelaten, aangezien dit 3° de toestemming van de ouders of bloedverwanten in de opgaande lijn betrof.

Daarentegen heeft uw Commissie het 6°, dat het 5° is geworden en waarbij de boedelbeschrijving en de schatting van de goederen is vereist, wel behouden, aangezien de eigendom van de helft der goederen van de echtgenoten bij de omzetting op hun kinderen overgaat krachtens artikel 305 van het Burgerlijk Wetboek.

Wat op de kinderen overgaat is de helft van de goederen welke de echtgenoten « op dat ogenblik » van de omzetting, bezitten. Artikel 305 van het Burgerlijk Wetboek is immers niet van toepassing op de scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming; krachtens de nieuwe tekst van artikel 307, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek gelden voor de scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming slechts de artikelen 275 tot 294bis, welke voorkomen onder hoofdstuk III, dat handelt over de echtscheiding door onderlinge toestemming, doch niet dit artikel 305, dat het laatste is van hoofdstuk IV « Gevolgen van echtscheiding » en waarbij bepaalde gevolgen van de echtscheiding door onderlinge toestemming worden geregeld.

Uw Commissie heeft de toekomstende door de tegenwoordige tijd vervangen in de leden waarbij de toepasselijkheid van andere teksten wordt geregeld; zij heeft zich daarbij laten leiden door de redenen die hierboven zijn opgegeven voor elke tekst die geen procedurevoorschriften bevat.

Art. 25.

Artikel 7 van het ontwerp, dat artikel 25 geworden is, heeft volgende artikelen op :

1. — Artikel 311ter van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de gevolgen, wat de goederen betreft, van de scheiding van tafel en bed.

Die tekst is overbodig geworden aangezien, krachtens het tweede lid van het voorgestelde artikel 307 van het Burgerlijk Wetboek, artikel 264, dat handelt over de overschrijving op de kant van de akte van huwelijk en artikel 266bis, dat handelt over de gevolgen van de echtscheiding betreffende de goederen van de echtgenoten, van toepassing zullen zijn op de scheiding van tafel en bed.

2. — Artikel 311quater van het Burgerlijk Wetboek. Die opheffing wordt eveneens gewettigd door de toepassing van artikel 264 van het hoofdstuk betreffende de echtscheiding.

3. — Artikel 875 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering. Dit artikel wordt opgenomen in het Burgerlijk Wetboek. Het wordt, met de wijzigingen die wij hebben vermeld, in het voorgestelde artikel 307 van het Burgerlijk Wetboek, waarvan het het tweede lid uitmaakt, ingelast.

*
**

Uw Commissie heeft de verdeling van het ontwerp in vier hoofdstukken goedgekeurd.

Het wetsontwerp, in de tekst opgenomen als bijlage van dit verslag, werd eenparig aangenomen.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
E. CHARPENTIER.

De Voorzitter,
M.-A. PIERSON.

TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

NOUVEL INTITULE.

Projet de loi
concernant le divorce et la séparation de corps.

PREMIERE PARTIE.

Des formes du divorce pour cause déterminée.

Article premier.

L'article 264 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« L'époux au profit duquel le divorce aura été admis par un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée, devra, dans les deux mois, signifier, ou remettre contre accusé de réception, le dispositif du jugement ou de l'arrêt, à l'officier de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré, ou, si le mariage n'a pas été célébré en Belgique, à l'officier de l'état civil du premier district de Bruxelles.

» L'exploit ou l'accusé de réception sera dénoncé à la partie contre laquelle le divorce a été obtenu.

» Dans le mois de la signification ou de la remise à l'officier de l'état civil, celui-ci transcrira le dispositif sur ses registres; mention en sera faite en marge de l'acte de mariage s'il a été dressé ou transcrit en Belgique. »

Art. 2.

L'article 265 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Ces deux mois ne commenceront à courir, à l'égard des jugements, qu'après l'expiration du délai d'appel et, à l'égard des arrêts, qu'après l'expiration du délai de pourvoi en cassation. »

Art. 3.

L'article 266 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« L'époux demandeur qui aura laissé passer le délai de deux mois ci-dessus déterminé, sans faire la signification ou la remise à l'officier de l'état civil compétent, sera déchu du bénéfice du jugement ou de l'arrêt qu'il avait obtenu.

» Il ne pourra reprendre son action en divorce, sinon pour cause nouvelle, auquel cas il pourra néanmoins faire valoir les anciennes causes. »

Art. 4.

L'article 269 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Chacune des parties sera tenue de justifier de sa résidence dans la maison indiquée, toutes les fois qu'elle en

TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

NIEUW OPSCHRIFT.

Wetsontwerp
betreffende de echtscheiding en de scheiding
van tafel en bed.

EERSTE DEEL.

Vorm van de echtscheiding op grond van bepaalde feiten.

Eerste artikel.

Artikel 264 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De echtgenoot in wiens voordeel echtscheiding is toegestaan bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, moet binnen twee maanden het beschikkende gedeelte van het vonnis of van het arrest betekenen of, tegen ontvangstbewijs, ter hand stellen aan de ambtenaar van de burgerlijke stand der gemeente waar het huwelijk voltrokken is of, wanneer het huwelijk niet in België voltrokken is, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van het eerste district van Brussel.

» Het exploit van betekening of het ontvangstbewijs wordt aangezegd aan de partij tegen wie de echtscheiding verkregen is.

» Binnen een maand na de betekening of na de terhandstelling aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, schrijft deze het beschikkende gedeelte over in zijn registers; er wordt melding van gemaakt op de kant van de akte van huwelijk, indien deze in België is opgemaakt of overgeschreven. »

Art. 2.

Artikel 265 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Ten aanzien van vonnissen gaan die twee maanden eerst in na het verstrijken van de termijn van hoger beroep, en ten aanzien van arresten, na het verstrijken van de termijn van beroep in cassatie. »

Art. 3.

Artikel 266 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De echtgenoot-eiser die de hierboven bepaalde termijn van twee maanden heeft laten voorbijgaan zonder de betekening of de terhandstelling aan de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand te doen, verliest het voordeel van het door hem verkregen vonnis of arrest.

» Hij zal zijn vordering tot echtscheiding niet opnieuw kunnen instellen dan op grond van nieuwe feiten, in welk geval hij evenwel de vroegere feiten zal mogen doen gelden. »

Art. 4.

Artikel 269 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Elke partij is gehouden het bewijs te leveren van haar verblijf in het aangewezen huis, zo dikwijls als zulks van

sera requise. A défaut de cette justification, l'autre conjoint pourra refuser la provision alimentaire, et, s'il est défendeur, faire déclarer la partie demanderesse non recevable à continuer ses poursuites. »

DEUXIEME PARTIE.

Du divorce par consentement mutuel.

Art. 5.

L'article 278 du Code civil est abrogé.

Art. 6.

A l'article 280 du Code civil, les 2° et 3° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 2° Dans quelle maison chacun des époux résidera pendant le temps des épreuves;

» 3° Quelle somme l'un des époux devra payer à l'autre pendant le même temps, si l'un d'eux n'a pas de revenus suffisants pour pourvoir à ses besoins. »

Art. 7.

L'article 281 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Les époux se présenteront ensemble, et en personne, devant le président du tribunal civil de leur choix, ou devant le juge qui en fera les fonctions. Ils lui feront la déclaration de leur volonté, en présence de deux notaires amenés par eux. »

Art. 8.

L'article 282 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Le juge fera aux deux époux réunis, et à chacun d'eux en particulier, en présence des deux notaires, telles représentations et exhortations qu'il croira convenables; il leur développera toutes les conséquences de leur démarche. »

Art. 9.

Le 3° de l'article 283 du Code civil est abrogé.

Art. 10.

L'article 284 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Les notaires dresseront procès-verbal détaillé de tout ce qui a été dit et fait en exécution des articles précédents; la minute en restera au plus âgé des deux notaires, ainsi que les pièces produites, qui demeureront annexées au procès-verbal. »

Art. 11.

L'article 285 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« La déclaration ainsi faite sera renouvelée dans le

haar gevorderd wordt. Bij gebreke van dat bewijs kan de andere echtgenoot weigeren de provisionele uitkering tot onderhoud te verstrekken en, indien hij de verweerder is, de eisende partij niet-ontvankelijk doen verklaren in de voortzetting van haar eis »

TWEEDE DEEL.

Echtscheiding door onderlinge toestemming.

Art. 5.

Artikel 278 van het Burgerlijk Wetboek wordt opgeheven.

Art. 6.

In artikel 280 van het Burgerlijk Wetboek worden 2° en 3° door de volgende bepalingen vervangen ::

« 2° In welk huis elk van beide echtgenoten zal moeten verblijf houden gedurende de proeftijd;

» 3° Welk bedrag een van de echtgenoten gedurende dezelfde tijd aan de andere zal moeten betalen, indien een van beiden geen voldoende inkomsten heeft om in zijn behoeften te voorzien. »

Art. 7.

Artikel 281 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De echtgenoten verschijnen samen, en in persoon, vóór de voorzitter van de burgerlijke rechtbank van hun keuze, of vóór de rechter die het ambt van voorzitter waarneemt. Zij geven hem hun wil te kennen ten overstaan van twee notarissen, die zij meebrengen. »

Art. 8.

Artikel 282 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De rechter houdt aan beide echtgenoten samen en aan ieder van hen in het bijzonder, ten overstaan van de twee notarissen, zodanige bedenkingen en vermaningen voor als hij gepast oordeelt; hij brengt hun alle gevolgen onder het oog, waartoe hun stap zal leiden. »

Art. 9.

Het 3° van artikel 283 van het Burgerlijk Wetboek wordt opgeheven.

Art. 10.

Artikel 284 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De notarissen maken een omstandig proces-verbaal op van al hetgeen gezegd en gedaan is ter uitvoering van de vorige artikelen; de minuut daarvan blijft bij de oudste van de twee notarissen berusten, evenals de overgelegde stukken, die gevoegd blijven bij het proces-verbaal. »

Art. 11.

Artikel 285 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De aldus gedane verklaring wordt, met inachtneming

courant des quatrième, septième et dixième mois qui suivront, en observant les mêmes formalités.

» Toutefois, les parties ne seront tenues à répéter la production d'aucun acte. »

Art. 12.

L'article 286 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le mois du jour où sera révolue l'année, à compter de la première déclaration, les époux se présenteront ensemble et en personne devant le président du tribunal ou le juge qui en fera les fonctions; ils lui remettront les expéditions en bonne forme des quatre procès-verbaux contenant leur consentement mutuel, et de tous les actes qui auront été annexés, et requerront du magistrat, chacun séparément, en présence néanmoins l'un de l'autre, l'admission du divorce. »

Art. 13.

L'article 289 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Si le procureur du Roi trouve dans les pièces la preuve que les deux époux étaient âgés, le mari de vingt-cinq ans, la femme de vingt et un ans, lorsqu'ils ont fait leur première déclaration; qu'à cette époque ils étaient mariés depuis deux ans, que le mariage ne remontait pas à plus de vingt ans, que la femme avait moins de quarante-cinq ans, que le consentement mutuel a été exprimé quatre fois dans le cours de l'année, après les préalables ci-dessus prescrits et avec toutes les formalités requises par le présent chapitre, il donnera ses conclusions en ces termes : La loi permet; dans le cas contraire, ses conclusions seront en ces termes : La loi empêche. »

Art. 14.

L'article 290 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Le tribunal, sur le référé, ne pourra faire d'autres vérifications que celles indiquées par l'article précédent. S'il en résulte que, dans l'opinion du tribunal, les parties ont satisfait aux conditions et rempli les formalités déterminées par la loi, il admettra le divorce; dans le cas contraire, le tribunal déclarera qu'il n'y a pas lieu à admettre le divorce et énoncera les motifs de la décision. »

Art. 15.

L'article 291 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« L'appel du jugement qui aurait admis le divorce, ne sera recevable qu'autant qu'il sera interjeté par le ministère public dans les vingt jours à compter du prononcé. Il sera signifié aux deux époux. »

van dezelfde formaliteiten, in de loop van de vierde, de zevende en de tiende daaropvolgende maand hernieuwd.

» De partijen zijn evenwel niet verplicht enige akte opnieuw over te leggen. »

Art. 12.

Artikel 286 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Binnen een maand nadat een jaar verlopen is te rekenen van de eerste verklaring, verschijnen de echtgenoten samen en in persoon voor de voorzitter van de rechtbank of voor de rechter die het ambt van voorzitter waarneemt; zij overhandigen hem de in de vereiste vorm gestelde uitgiften van de vier processen-verbaal die hun onderlinge toestemming inhouden en van alle akten die daarbij zijn gevoegd, en zij verzoeken de rechter, ieder afzonderlijk, doch in elkaars tegenwoordigheid, hun de echtscheiding toe te staan. »

Art. 13.

Artikel 289 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Indien de procureur des Konings in de stukken het bewijs vindt dat van beide echtgenoten, de man vijftwintig jaar en de vrouw eenentwintig jaar oud was, toen zij hun eerste verklaring deden; dat zij op dat tijdstip twee jaren gehuwd waren; dat het huwelijk niet meer dan twintig jaren te voren werd aangegaan; dat de vrouw minder dan vijfenveertig jaar oud was; dat de onderlinge toestemming in de loop van het jaar viermaal werd uitgedrukt, na de hierboven bepaalde voorafgaande handelingen, en met inachtneming van alle door dit hoofdstuk vereiste formaliteiten, geeft hij zijn conclusie in de volgende bewoordingen : De wet laat toe; in het tegenovergestelde geval luidt zijn conclusie : De wet laat niet toe. »

Art. 14.

Artikel 290 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De rechtbank kan, wanneer het verslag wordt uitgebracht, geen andere punten onderzoeken dat die welke in het vorige artikel zijn vermeld. Blijkt daaruit dat, naar het oordeel van de rechtbank, de partijen aan de voorwaarden hebben voldaan en de formaliteiten hebben in acht genomen die door de wet bepaald zijn, dan staat zij de echtscheiding toe; in het tegenovergestelde geval verklaart de rechtbank dat er geen grond bestaat om de echtscheiding toe te staan en geeft de redenen van de beslissing op. »

Art. 15.

Artikel 291 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Hoger beroep van het vonnis waarbij de echtscheiding is toegestaan, is slechts ontvankelijk indien het ingesteld wordt door het openbaar ministerie binnen twintig dagen te rekenen van de uitspraak. Het wordt aan beide echtgenoten betekend. »

Art. 16.

L'article 292 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« L'appel du jugement qui aurait déclaré ne pas y avoir lieu à admettre le divorce, ne sera recevable qu'autant qu'il sera interjeté par les deux parties, séparément ou conjointement, dans les vingt jours à compter du prononcé. Il sera signifié au procureur du Roi. »

Art. 17.

L'article 293 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les dix jours de la signification de l'appel, le procureur du Roi transmettra au procureur général près la cour d'appel, l'expédition du jugement, et les pièces sur lesquelles celui-ci est intervenu.

» Le procureur général donnera ses conclusions par écrit, dans les dix jours qui suivront la réception des pièces; le président, ou le conseiller qui le suppléera, fera son rapport à la cour d'appel, en la chambre du conseil, et il sera statué définitivement dans les dix jours qui suivront la remise des conclusions du procureur général.

» L'arrêt n'est pas susceptible d'opposition. »

Art. 18.

Il est inséré dans le Code civil un article 293bis ainsi libellé :

« Le délai pour se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel sera de vingt jours à compter du prononcé.

» Le pourvoi des parties ne sera recevable, qu'autant qu'il sera formé par les deux époux séparément ou conjointement.

» Le pourvoi contre l'arrêt admettant le divorce est suspensif. »

Art. 19.

L'article 294 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque le divorce aura été admis par un jugement ou arrêt passé en force de chose jugée, le dispositif du jugement ou de l'arrêt sera, dans les deux mois, signifié ou remis contre accusé de réception, par les époux, séparément ou conjointement, à l'officier de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré ou, lorsque le mariage n'a pas été célébré en Belgique, à l'officier de l'état civil du premier district de Bruxelles.

» Ces deux mois ne commenceront à courir, à l'égard des jugements, qu'après l'expiration du délai d'appel, et, à l'égard des arrêts, qu'après l'expiration du délai de pourvoi en cassation.

» Les époux qui auront laissé passer le délai de deux mois sans faire la signification ou la remise à l'officier de l'état civil compétent, seront déchus du bénéfice du jugement ou de l'arrêt qu'ils avaient obtenu.

» Dans le mois de la signification ou de la remise conjointes ou, le cas échéant, de la seconde signification ou

Art. 16.

Artikel 292 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Hoger beroep van het vonnis waarbij verklaard is dat er geen grond bestaat om echtscheiding toe te staan, is slechts ontvankelijk indien het ingesteld wordt door beide partijen, afzonderlijk of gezamenlijk, binnen twintig dagen te rekenen van de uitspraak. Het wordt aan de procureur des Konings betekend. »

Art. 17.

Artikel 293 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Binnen tien dagen na de betekening van het beroep doet de procureur des Konings aan de procureur-generaal bij het hof van beroep de uitgifte toekomen van het vonnis en de stukken waarop dit is gewezen.

» De procureur-generaal geeft schriftelijk zijn conclusie binnen tien dagen na ontvangst van de stukken; de voorzitter, of de raadsheer die hem vervangt, brengt verslag uit aan het hof van beroep, in raadkamer, en de eindbeslissing wordt genomen binnen tien dagen na het overleggen van de conclusie van de procureur-generaal.

» Het arrest is niet vatbaar voor verzet. »

Art. 18.

In het Burgerlijk Wetboek wordt een artikel 293 bis ingevoegd, luidende :

« De termijn om zich in cassatie te voorzien tegen het arrest van het hof van beroep is twintig dagen te rekenen van de uitspraak.

» Beroep in cassatie door de partijen is slechts ontvankelijk indien het ingesteld wordt door beide echtgenoten afzonderlijk of gezamenlijk.

» Beroep in cassatie tegen een arrest waarbij echtscheiding wordt toegestaan, schorst de tenuitvoerlegging. »

Art. 19.

Artikel 294 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer de echtscheiding is toegestaan bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, moet binnen twee maanden het beschikkende gedeelte van het vonnis of van het arrest door de echtgenoten afzonderlijk of gezamenlijk worden betekend of, tegen ontvangstbewijs, ter hand gesteld aan de ambtenaar van de burgerlijke stand der gemeente waar het huwelijk voltrokken is of, wanneer het huwelijk niet in België voltrokken is, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van het eerste district van Brussel.

» Ten aanzien van de vonnissen gaan die twee maanden eerst in na het verstrijken van de termijn van hoger beroep, en ten aanzien van arresten, na het verstrijken van de termijn van beroep in cassatie.

» De echtgenoten die de termijn van twee maanden hebben laten voorbijgaan zonder de betekening of de terhandstelling aan de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand te doen, verliezen het voordeel van het door hen verkregen vonnis of arrest.

» Binnen een maand na de gezamenlijke betekening of terhandstelling of, bij voorkomend geval, na de tweede

remise, l'officier de l'état civil transcrira le dispositif sur ses registres; mention en sera faite en marge de l'acte de mariage s'il a été dressé ou transcrit en Belgique. »

Art. 20.

Il est inséré dans le Code civil, en fin du Chapitre III du Titre VI du Livre Premier un article 294bis ainsi libellé :

« Le jugement ou l'arrêt définitif remontera, quant à ses effets entre époux en ce qui touche leurs biens, au jour de la déclaration prévue à l'article 281. Mais en ce qui concerne les tiers, il ne produira effet que du jour de la transcription. »

TROISIEME PARTIE.

De la séparation de corps par consentement mutuel.

Art. 21.

L'article 306 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas où les époux peuvent demander le divorce pour cause déterminée, ils pourront pareillement former demande en séparation de corps.

» Dans les cas où ils peuvent divorcer par consentement mutuel, ils pourront pareillement recourir à la séparation de corps. »

Art. 22.

L'article 307 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« La demande en séparation de corps pour cause déterminée sera intentée, instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile.

» Toutefois, les articles 234 à 239bis, 241, premier et deuxième alinéas, 242 à 249, 253 et 262 à 274 sont applicables. Néanmoins, la communication de la demande et des pièces au ministère public, prévue par les articles 239 et 239bis, ne sera point ordonnée en cet état de la procédure; le président, s'il n'a pu rapprocher les parties, les renverra à se pourvoir devant le tribunal.

» La séparation de corps par consentement mutuel est soumise aux règles énoncées au Chapitre III, concernant le divorce par consentement mutuel. »

QUATRIEME PARTIE.

De la conversion de la séparation de corps en divorce.

Art. 23.

L'article 310 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la séparation de corps pour cause déterminée, prononcée pour toute autre cause que l'adultère, aura duré trois ans depuis la transcription du dispositif du jugement ou de l'arrêt admettant la séparation, l'époux qui était origi-

netekening of terhandstelling, schrijft de ambtenaar van de burgerlijke stand het beschikkende gedeelte over in zijn registers; er wordt melding van gemaakt op de kant van de akte van huwelijk, indien deze in België is opgemaakt of overgeschreven. »

Art. 20.

In het Burgerlijk Wetboek wordt, op het einde van Hoofdstuk III van Titel VI van het Eerste Boek, een artikel 294bis ingevoegd, luidende :

« Het eindvonnis of het eindarrest werkt terug tot op de dag van de verklaring bedoeld in artikel 281, wat zijn gevolgen tussen de echtgenoten ten aanzien van hun goederen betreft. Maar ten aanzien van derden heeft het zijn gevolgen eerst van de dag van de overschrijving. »

DERDE DEEL.

Scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming.

Art. 21.

Artikel 306 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In de gevallen waarin de echtgenoten echtscheiding op grond van bepaalde feiten kunnen vorderen, staat het hun eveneens vrij een eis tot scheiding van tafel en bed in te stellen.

» In de gevallen waarin zij uit de echt kunnen scheiden door onderlinge toestemming, staat het hun eveneens vrij tot scheiding van tafel en bed over te gaan. »

Art. 22.

Artikel 307 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De eis tot scheiding van tafel en bed op grond van bepaalde feiten wordt ingesteld, behandeld en uitgewezen op dezelfde wijze als elke andere burgerlijke rechtsvordering.

» De artikelen 234 tot 239bis, 241, eerste en tweede lid, 242 tot 249, 253 en 262 tot 274 zijn evenwel van toepassing. Niettemin wordt de mededeling van de eis en van de stukken aan het openbaar ministerie, bepaald bij de artikelen 239 en 239bis, in die stand van het geding niet gelast; indien de voorzitter de partijen niet heeft kunnen verzoenen, verwijst hij ze naar de rechtbank.

» De scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming is onderworpen aan de regels vermeld in Hoofdstuk III, betreffende de echtscheiding door onderlinge toestemming. »

VIERDE DEEL.

Omzetting van de scheiding van tafel en bed in echtscheiding.

Art. 23.

Artikel 310 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer de scheiding van tafel en bed op grond van bepaalde feiten, uitgesproken op grond van enig ander feit dan overspel, drie jaren heeft geduurd sedert de overschrijving van het beschikkende gedeelte van het vonnis of van

nairement défendeur aura la faculté de demander le divorce au tribunal, qui pourra l'admettre si le demandeur originaire, présent ou dûment appelé, ne consent pas immédiatement à faire cesser la séparation.

» La demande sera intentée, instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile, le ministère public entendu. Les articles 241, deuxième alinéa, 264, 265 et 266, alinéa premier, sont applicables. »

Art. 24.

Il est inséré dans le Code civil un article 310bis ainsi libellé :

« Lorsque la séparation de corps par consentement mutuel aura duré trois ans depuis la transcription du dispositif du jugement ou de l'arrêt admettant la séparation, les époux auront la faculté de divorcer sans être tenus par les prescriptions de l'article 277.

» A cette fin ils se présenteront ensemble et en personne devant le président du tribunal civil de leur choix ou le juge qui en fera les fonctions; ils lui remettront :

» 1° l'expédition en due forme du jugement ou de l'arrêt qui aura admis la séparation de corps;

» 2° l'acte de transcription du dispositif de ce jugement ou de cet arrêt sur les registres de l'état civil;

» 3° les actes de leur naissance et celui de leur mariage;

» 4° les actes de naissance et de décès de tous leurs enfants légitimes;

» 5° un inventaire et une estimation de tous les biens meubles et immeubles qu'ils possèdent à ce moment.

» Ils requerront du magistrat, chacun séparément, en présence néanmoins l'un de l'autre, l'admission du divorce.

» L'article 305 est applicable à partir du jour de cette déclaration.

» Après qu'il aura été procédé ainsi qu'il est dit aux articles 287 et 288, le tribunal, s'il estime que les parties ont satisfait aux conditions et rempli les formalités déterminées par la loi, admettra le divorce.

» Les articles 291 à 294 sont applicables. »

Art. 25.

Les articles 311ter et 311quater du Code civil et l'article 875 du Code de procédure civile sont abrogés.

het arrest waarbij de scheiding is toegestaan, heeft de echtgenoot die oorspronkelijk verweerder was, het recht een eis tot echtscheiding in te stellen bij de rechtbank, die de echtscheiding kan toestaan indien de oorspronkelijke eiser, tegenwoordig of behoorlijk opgeroepen, niet dadelijk erin toestemt de scheiding te doen ophouden.

» De eis wordt ingesteld, behandeld en uitgewezen op dezelfde wijze als elke andere burgerlijke rechtsvordering, het openbaar ministerie gehoord. De artikelen 241, tweede lid, 264, 265 en 266, eerste lid, zijn van toepassing. »

Art. 24.

In het Burgerlijk Wetboek wordt een artikel 310bis ingevoegd, luidende :

« Wanneer de scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming drie jaren heeft geduurd sedert de overschrijving van het beschikkende gedeelte van het vonnis of van het arrest waarbij de scheiding is toegestaan, kunnen de echtgenoten uit de echt scheiden, zonder te moeten voldoen aan de voorschriften van artikel 277.

» Te dien einde verschijnen zij samen, en in persoon, vóór de voorzitter van de burgerlijke rechtbank van hun keuze of vóór de rechter die het ambt van voorzitter waarneemt; zij overhandigen hem :

» 1° de in de vereiste vorm gestelde uitgifte van het vonnis of van het arrest waarbij de scheiding van tafel en bed is toegestaan;

» 2° de akte van overschrijving van het beschikkende gedeelte van dat vonnis of van dat arrest in de registers van de burgerlijke stand;

» 3° hun akten van geboorte en hun akte van huwelijk;

» 4° de akten van geboorte en van overlijden van al hun wettige kinderen;

» 5° een boedelbeschrijving en een schatting van alle roerende en onroerende goederen die zij op dat ogenblik bezitten.

» Zij verzoeken de rechter, ieder afzonderlijk, doch in elkaars tegenwoordigheid, hun de echtscheiding toe te staan.

» Artikel 305 is toepasselijk vanaf de dag van deze verklaring.

» Nadat is gehandeld zoals in de artikelen 287 en 288 is gezegd, staat de rechtbank de echtscheiding toe wanneer zij oordeelt dat de partijen aan de voorwaarden hebben voldaan en de formaliteiten hebben in acht genomen die door de wet bepaald zijn.

» De artikelen 291 tot 294 zijn toepasselijk. »

Art. 25.

De artikelen 311ter en 311quater van het Burgerlijk Wetboek en artikel 875 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering worden opgeheven.